

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

RDC : MANIFESTATION ANTI-CHINOISE DANS UNE ZONE MINIÈRE

Des riverains ont manifesté hier contre une société chinoise dans le territoire minier de Mwenga, dans l'est de la République démocratique du Congo, où des entreprises chinoises sont soupçonnées "d'exploitation illégale", a-t-on appris de sources locale et policière. "Ce matin, la population de Kitutu a barricadé la route pour demander à une entreprise chinoise qui continue à exploiter les minerais d'arrêter ses activités" conformément à la décision du gouverneur, a déclaré Justin Mubarikiwa.

CONFLIT AU TIGRÉ : L'ONU REDOUTE UNE PROPAGATION À TOUTE LA CORNE DE L'AFRIQUE

La Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Michelle Bachelet a déclaré hier redouter une propagation du conflit dans la région éthiopienne du Tigré à toute la Corne de l'Afrique, accusant toutes les parties d'exactions. Ce conflit s'est propagé ces derniers mois aux régions voisines de l'Afar et de l'Amhara, et il "risque de s'étendre à toute la Corne de l'Afrique", a affirmé Mme Bachelet.

FRANCE : BENALLA DEVANT LA JUSTICE !

Un ancien proche collaborateur du président français Emmanuel Macron, Alexandre Benalla, était jugé hier à Paris, trois ans après la tempête politique que les révélations sur ses agissements avaient déclenchée en France. L'affaire Benalla, une cascade de révélations mettant en lumière les agissements de cet homme au cœur du dispositif de sécurité du président français, a secoué la première partie du quinquennat d'Emmanuel Macron.

J.O.

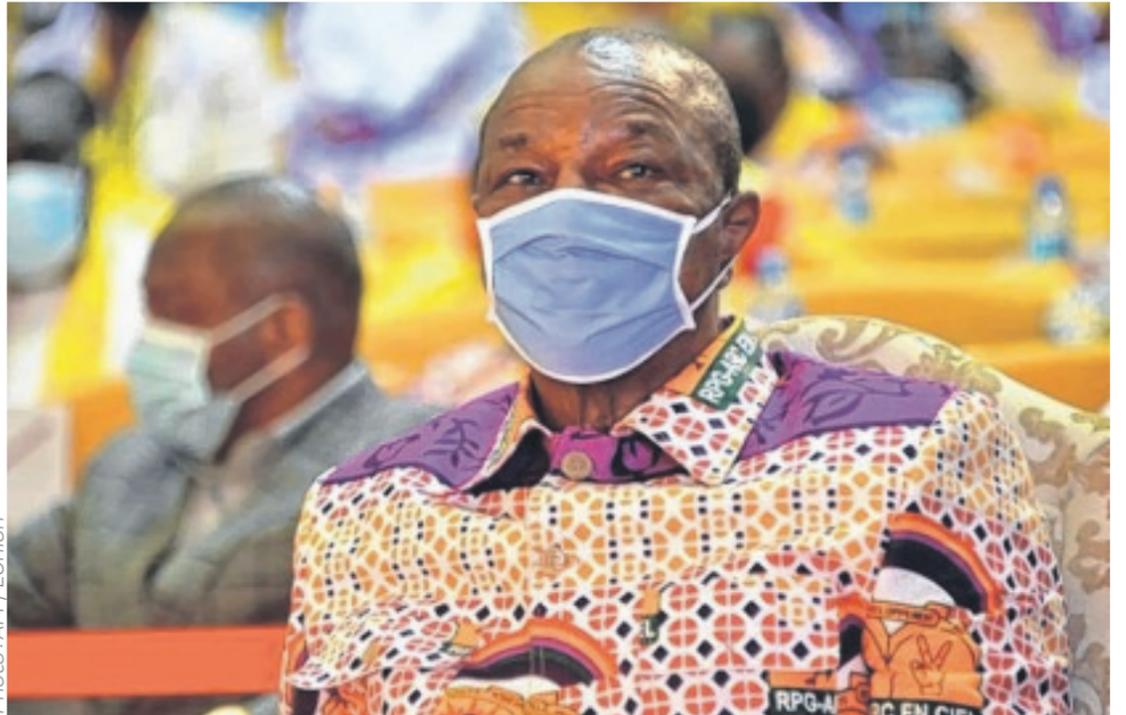
Guinée-Conakry : que faire de Condé ?

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LES militaires guinéens ont un choix difficile à opérer entre garder en détention Alpha Condé après l'avoir chassé de la présidence ou libérer un homme qui continue à faire peur à beaucoup de compatriotes. En laissant sortir M. Condé, le nouveau maître de Conakry, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, prendrait un gros risque, préviennent des acteurs de la crise des mois passés, qui prêtent à M. Condé de puissantes amitiés, y compris parmi les dirigeants africains, et une fortune considérable, à même d'assouvir sa probable soif de revanche.

"Oui, M. Alpha Condé doit rendre des comptes à la justice", dit Foniké Menguè, alias Oumar Sylla, une figure de la contestation contre le troisième mandat de M. Condé, libéré avec plusieurs dizaines d'autres par la junte deux jours après le coup d'Etat, et sorti sérieusement malade de plusieurs mois de détention. Après l'avoir capturé, les putschistes des forces spéciales ont diffusé le 5 septembre une vidéo montrant le président déchu chemise ouverte, défait, silencieux, mais manifestement prêt, à 83 ans, à rendre les coups le moment venu. A une mission de la Cédéao autorisée à le voir vendredi dernier, il a dit "qu'il est toujours président. Qu'il faut que la Cédéao le rétablisse", a rapporté une source proche de la délégation.

Le principe d'une libération de M. Condé "est acquis", a affirmé à la fin de la visite la secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères, Fanta Cissé, sans qu'apparaisse clairement comment cela pourrait se traduire concrètement. Inquiets du risque d'instabilité et de la menace d'une contagion des faits accomplis après deux coups d'Etat au Mali voisin en un an, les dirigeants de la Cédéao ont exigé le respect de l'intégrité



Alpha Condé sera-t-il libre ?

physique de M. Condé, "sa libération immédiate et sans condition" et le retour à "l'ordre constitutionnel". Des adversaires de longue date de M. Condé mettent cependant en garde contre les dangers d'une telle libération.

"Nous pensons que M. Alpha Condé devrait pour des raisons de sécurité, pour la Guinée mais pour lui également, rester d'abord avec la junte", dit Abdoulaye Oumou Sow, porte-parole du Front national pour la défense de la Constitution

(FNDC), un collectif qui a mobilisé pendant des mois contre le troisième mandat. Deux des principaux opposants à M. Condé, les ex-Premiers ministres Cellou Dalein Diallo et Sidya Touré, croient aussi à sa forte capacité de nuisance.

Mettre fin à l'impunité !

J.O.
Libreville/Gabon

De nombreux Guinéens tiennent M. Condé pour responsable de la mort de dizaines de civils dans la contestation du troisième mandat, et l'arrestation de centaines d'autres. Abdoulaye Oumou Sow, pour le FNDC, demande qu'il rende des comptes. M. Diallo parle plus globalement de "droit à la justice, droit à la réparation, et puis le pardon finalement". Souleymane Keïta, député du parti de M. Condé, met en garde contre les "règlements de comptes". "Naturellement, M. Condé doit être libéré, sans condition. La bonne gouvernance, la justice étaient des credo de notre politique", dit-il.

Asmaou Diallo croit, elle, que M. Condé ne devrait pas être



Les Guinéens lors d'une manifestation contre l'impunité.

libéré mais jugé. Elle est active au sein d'une association qui défend les victimes du massacre d'au moins 157 personnes par des militaires le 28 septembre 2009, sous un précédent putschiste, Moussa Dadis Camara.

Les victimes attendent toujours un procès et M. Condé a déçu l'espoir placé en lui, dit-elle.

Elles veulent à présent prendre au mot les promesses de "justice" du lieutenant-colonel Doumbouya. "Nous agissons pour que l'ouverture du procès soit le premier acte (de la junte) en matière de justice", dit Asmaou Diallo. Mais M. Condé "doit aussi rendre des comptes parce que l'impunité doit cesser".